

**CENTRE D'EXCELLENCE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR D'AFRIQUE
POUR L'IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT**

**PROCÈS-VERBAL DE LA CINQUIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE DU
PROJET**

24 mai 2021

Réunion virtuelle

MEMBRES DU CPP PRÉSENTS

1. Prof. Kouami Kokou (Togo), Président de séance
2. Prof. Aboubacar Marcos (Bénin)
3. Prof.. Ramané Kaboré (Burkina Faso)
4. Prof. Souleymane Konate (Côte d'Ivoire)
5. M. Fahmi Ahmed (Djibouti)
6. M. Modak Secka (Gambie)
7. Prof. Mohammed Salifu (Ghana)
8. Prof. Mamadou Saliou Diallo (Guinée)
9. Prof. Moustapha Adamou (Niger)
10. Prof. Coumba Touré Kane (Sénégal)
11. Prof. Kouami Kokou (Togo)
12. Dr Emmanuel Barry (UEMOA)
13. Dr Didier Acouetey (Secteur privé)

MEMBRES DU CPP ABSENTS EXCUSES

14. Prof. Abubakar A. Rasheed (Nigéria)

POINTS FOCaux

1. Dr Dègla Hyacinthe HESSOU (Bénin)
2. M. Yusupha Touray (Gambie)
3. M. Edmund Aalangdong (Ghana)
4. Pr. Dr. Joshua Atah (Nigéria)
5. Prof. Amadou Abdoul Sow (Sénégal)
6. Prof. Koffi Agbenoto (Togo)

PRÉSENTS (AUTRES PARTICIPANTS)

Banque mondiale, AFD, AUA et autres

1. Dr Halil Dundar, Directeur du pôle technique éducation de la Banque mondiale , Education Global Practice, Banque mondiale
2. Mme Himdat Bayusuf, Chef d'équipe 1^{er} CEA Impact et Co-chef d'équipe 2^e CEA Impact, Spécialiste de l'Education, Banque mondiale

3. Dr. Ekua Bentil, Chef d'équipe du 2^e CEA Impact et Co- d'équipe 1^{er} CEA Impact, Banque mondiale
4. Mme Marion Aubourg, Directrice adjointe, Division de l'Education, AFD
5. Dr. Quentin Delpech, Chef d'équipe – Expert Principal de l'Enseignement Supérieur, AFD
6. M. Graham Harrison (Spécialiste Principal des Sciences et de la Technologie, Banque mondiale)
7. Mme Maud Kouadio IV (Consultante, Banque mondiale, Washington)
8. M. Said Abdo (CoTTL, Banque mondiale, Djibouti)
9. Mme Eunice Ackwerh (CoTTL, Banque mondiale, Ghana)
10. M. Eliot Jolomi Dikoru (CoTTL, Banque mondiale , Nigéria)
11. Mme Amani Osman (Consultante, Banque mondiale, Kenya)
12. M. Harry Crimi (Consultant, Banque mondiale, Washington)
13. M. Djibril Ndiaye (Consultant, Banque mondiale, Sénégal)
14. Prof. Etienne Ehilé (Secrétaire Général, AUA)
15. Dre Sylvia Mkandawire (Geationnaire du Projet, CEA Impact, AUA)
16. Mme Nodumo Dhlamini (Directrice, TIC et Gestion des Connaissances, AUA)
17. M. Maxwell Amo-Hoyte (Directeur des Finances, AUA)
18. Mme Adeline Addy (Spécialiste S&E, AAU)
19. M. Emmanuel Ansong (Spécialiste des Approvisionnements, AUA)
20. M. Scheneda Kwaku Ankomah (Analyste du S&E, AUA)
21. M. Abednego Corlety (Spécialiste des Approvisionnements et des TI, AUA)
22. Mme Felicia Kuagbedzi (Chargée de Communication, AUA)
23. Mme Bunmi Odufala (Responsable du Marketing et du Développement, AUA)
24. Mme Yvette Quashie (Responsable des Ressources Humaines, AUA)
25. Mme Georgina Maison (Développeur de Systèmes, AUA)
26. Mme Gabrielle Hansen (Responsable de Logistique, AUA)
27. M. Frank Adjei –(Comptable, AUA)

Introduction

Aperçu

1. La cinquième réunion du Comité de Pilotage du Projet CEA Impact (CPP) a été organisée virtuellement, le 24 mai 2021, avant le 5^e Atelier Régional CEA Impact. Les objectifs de la réunion étaient les suivants : a) examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre des premier et deuxième projets du Centre d'excellence d'Afrique de l'enseignement supérieur pour l'impact sur le développement (CEA Impact); b) présenter les résultats et progrès accomplis au niveau du suivi et l'évaluation; c) examiner l'état d'avancement par pays au niveau des indicateurs liés aux décaissements (ILD) et due l'appui de l'AFD aux activités régionales ; d) examiner le plan de travail et le budget de l'Unité Regionale de Facilitation (URF) pour l'année 2021/2022; e) recevoir des commentaires et des mises à jour sur les actions clés réalisées par les 11 pays participants; f) présenter et discuter des paramètres et du calendrier pour l'examen

à mi-parcours des projets; et enfin g) discuter des prochaines étapes pour les premier et deuxième projets CEA Impact.

2. La réunion a débuté à 10h15 GMT avec comme président de séance, le Professeur Kouami Kokou (Représentant du CPP pour le Togo). Il a souhaité la bienvenue à tous les membres présents et remercié les équipes de l'AUA, de la Banque mondiale et de l'AFD de l'avoir désigné pour présider la session. Il a aussi remercié tous les acteurs et parties prenantes pour leur soutien continu aux projets CEA Impact et pour la participation active aux tables rondes nationales qui ont eu lieu la semaine du 17 mai 2021, avant le 5^e Atelier Régional CEA Impact.

Allocution de bienvenue

3. **Prof Etienne Ehilé, Secrétaire Général, AUA** a souhaité la bienvenue à tous les membres du CPP et les a remercié pour leur soutien constant et leur leadership stratégique dans la réalisation des objectifs généraux du projet. Il a noté les progrès et les réalisations notables des centres malgré les contraintes liées à la pandémie de COVID-19, et a salué leur esprit d'innovation et leur contribution à la lutte contre le virus dans leurs pays respectifs. Il a réitéré l'engagement de l'AUA, en tant qu'Unité Régionale de Facilitation (URF), à veiller à ce que les objectifs du projet soient atteints avec le soutien de la Banque mondiale, de l'AFD et de toutes les autres parties prenantes clés. En conclusion, il a encouragé les partenaires à continuer de soutenir tous les centres dans leurs efforts pour atteindre les objectifs du projet et transformer leurs institutions, et le continent en général.
4. **Dr. Marion Aubourg, Directrice adjointe, Division de l'Education, AFD**, a souhaité la bienvenue à tous les membres du CPP, aux membres de l'équipe de projet et aux intervenants pour leur soutien et leurs efforts en vue du succès du projet jusqu'à présent. Elle a noté que le projet CEA Impact est très important, étant donné que l'éducation est au cœur de toutes les interventions de l'AFD. Elle a aussi souligné la contribution du projet au renforcement des partenariats et à la création de collaborations fructueuses au niveau international, en mentionnant spécifiquement la collaboration Bénin/Côte d'Ivoire. L'accent a été mis sur le soutien financier de l'AFD à la mise en place de quatre réseaux thématiques et sur les progrès remarquables réalisés par les centres en un an, notamment en ce qui concerne l'inscription des étudiants, les publications scientifiques et le lancement de programmes de formation. Dr. Aubourg a reconnu la résilience dont ont fait preuve les centres dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et a réitéré l'engagement de l'AFD à soutenir le projet.
5. **Mme Himdat Bayusuf et Dr. Ekua Bentil, Cheffes d'équipe des projets CEA Impact, Banque mondiale**, dans leurs remarques d'ouverture, ont souligné le rôle important joué par le CPP pour assurer l'alignement des activités des centres sur les besoins nationaux et

régionaux. Elles ont noté à quel point l'appropriation et l'engagement du CPP étaient essentiels à la réussite du projet, en rappelant l'exemple du projet CEA I. Elles ont par ailleurs souligné la réactivité du CPP dans la résolution des problèmes rencontrés par le rassemblement des ministères et toutes les parties prenantes concernées. En ce qui concerne le projet CEA Impact, l'équipe a exprimé l'espoir que la réunion servirait de plate-forme pour discuter des défis actuels et recommander des solutions pour soutenir les progrès dans le cadre de l'examen à mi-parcours du projet. Mme Bayusuf et Dr. Bentil ont terminé en souhaitant au CPP de fructueuses délibérations.

Adoption de l'ordre du jour

6. L'ordre du jour de la 5^e réunion du CPP a été adopté sans aucun amendement (voir annexe 1).

Examen et adoption du procès-verbal de la 4^e réunion du CPP

7. Le président a indiqué que le procès-verbal de la 4^e réunion du CPP avait déjà été partagé par courriel au CPP, en mars 2021 pour obtenir leurs commentaires. Le document a toutefois été présenté à nouveau pour examen final par le Comité. Par la suite, le procès-verbal a été adopté sous réserve de la modification suivante :

- Page 7, paragraphe 18 (iii) - Remplacer le terme «*Unité de gestion de projet*» par «*Unité de mise en œuvre du projet*», de sorte que la phrase est maintenant libellée comme suit : «*Des mises à jour sur les modalités de mise en œuvre du projet ont également été incorporées dans le Manuel, notamment au niveau du Nigéria où une Unité de mise en œuvre du projet a été mise en place*».

Questions découlant du procès-verbal de la 4^e réunion du CPP et des principales mesures prises

8. Abordant les questions clés découlant du procès-verbal de la 4^e réunion du CPP, la responsable du projet, Mme Dr Sylvia Mkandawire, a indiqué que des progrès remarquables avaient été réalisés au cours des six (6) derniers mois. Le CPP a félicité l'URF pour le soutien louable fourni aux centres et la réalisation en temps opportun des activités du projet, y compris la vérification, le développement du système numérique de suivi et d'évaluation et les réunions virtuelles de soutien technique qui ont eu lieu.

9. **Ajustement et examen du Manuel des opérations compte tenu de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la mise en œuvre du projet.** L'examen nécessaire a été effectué et des ajustements ont été apportés dans le protocole de vérification. Il s'agissait notamment de la flexibilité au niveau des règles sur la régionalité, des formations de courte durée et d'autres exigences de vérification. Les ajustements ont été examinés par les centres et le CPP avant d'être adoptés et mis en œuvre. Il y a également eu des mises à jour concernant le RLD 4.3 sur

l'infrastructure et l'environnement d'enseignement et d'apprentissage. Les centres ont soumis leurs plans de jalonnement pour le RLD 4.3 qui ont tous été approuvés par la Banque mondiale (avec seulement quatre centres qui ont obtenu une approbation conditionnelle). Par la suite, ces plans ont été annexés au Manuel d'Opération qui est disponible sur le site Web du projet.

10. **Rapport sur les activités et la mise à jour de l'AFD.** La responsable de projet a indiqué que des progrès remarquables avaient été réalisés après que l'AFD ait planifié des ateliers de renforcement sur les réseaux et des visites à certains des membres du réseau. Les visites ont été effectuées et des coordonnateurs du réseau burkinabè se sont rendus au Ghana pour discuter des modalités de mise en œuvre des activités du réseau. Il y a également eu une réunion conjointe de l'AUA, de l'IRD et des réseaux pour discuter de la voie à suivre et identifier les questions qui devaient être renforcées.
11. **Mise à jour sur les activités, le plan de travail et le budget de l'URF.** L'URF a confirmé que le plan de travail et le budget avaient été approuvés par la Banque mondiale après avoir clarifié les questions relatives aux coûts de personnel de l'URF. En outre, la Banque a accordé un avis de non-objection concernant le budget pour la période se terminant en juin 2021, qui avait été précédemment partagé avec le CPP. La question sur la prise de responsabilité directe par le comptable du projet en ce qui concerne les finances et la préparation des rapports du projet avait également été abordée. Par la suite, le comptable du projet a travaillé sur tous les rapports financiers du projet et les a présentés lors de la réunion en cours.
12. Le CPP a félicité l'URF d'avoir partagé les documents à temps. Conformément aux directives du CPP, les documents de la réunion ont été communiqués au Comité au moins cinq jours avant la réunion, le lundi 17 mai 2021. Un rappel spécial a été envoyé à nouveau le vendredi 21 mai 2021.

Discussions sur les questions soulevées

13. En réponse à la demande du professeur Salifu d'une mise à jour sur l'état d'avancement du recrutement du spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale qui était déjà en cours depuis la dernière réunion, la responsable de projet a indiqué que cela avait été fait et que le candidat retenu avait participé au 5^e Atelier Régional CEA Impact. Le spécialiste a déjà commencé à élaborer le mécanisme de règlement des griefs du projet et à examiner les documents de garanties, y compris les plans de gestion environnementale et sociale soumis par les centres.
14. En ce qui concerne l'intégration des plans de jalonnement du RLD 4.3 dans le manuel des opérations, elle a expliqué que l'URF a mis à jour le document dans son intégralité après examen des plans. Les informations intégrées n'étaient pas différentes de celles présentées à la réunion de Dakar. Grâce à une série de cliniques et à un processus approfondi, les centres

ont été guidés pour formuler leurs jalons respectifs afin de faciliter la vérification. Les plans qui en ont soumis ont été examinées, approuvées et les centres *ont reçu l'avis de non-objection* et ont été autorisé à commencer la mise en œuvre des activités. Il était nécessaire d'incorporer les plans de jalonnement approuvés dans le Manuel des Opérations, car le manuel sert de guide pour la mise en œuvre du projet.

Mise à jour sur les premier et deuxième projets CEA Impact

15. **Composante 1** : Dans le cadre des composantes 1.1 et 1.2 du projet, les centres, les centres émergents et les écoles d'ingénieurs ont réalisé un certain nombre d'activités. Pour le 1er CEA impact, la proportion des fonds totaux alloués gagnée par pays montre que le Ghana est en tête avec 43%, suivi par le Burkina Faso (34%), le Sénégal (33%), Djibouti (23%) et la Guinée (22%). Pour les pays du 2^e CEA impact, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Nigeria ont enregistré, respectivement 31%, 27% et 21%, tandis que la Gambie, le Niger et le Togo ont chacun enregistré 16%.

15. Il a été précisé que les gains étaient basés sur les résultats présentés et vérifiés et pouvaient différer des montants effectivement versés aux centres. Au Nigéria, des résultats ont été obtenus, mais les fonds n'ont pas encore été décaissés. Il y a eu des retards dans l'approbation du plan d'emprunt national par l'Assemblée nationale, ce qui a affecté des projets tels que CEA Impact.

16. **Composante 2.2 Fonds Régional de Bourses et d'Innovation (RSIF) PASET** : Ce volet géré par ICIPE en étroite collaboration avec l'AUA, a également enregistré de grands progrès. Cinq (5) pays participant au CEA Impact participent à cette composante : 3 sous le 1^{er} CEA Impact (Burkina Faso, Ghana et Sénégal) et 2 sous le 2^e CEA Impact (Bénin et Nigeria). Actuellement, le Ghana, le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal ont finalisé tous les documents requis et les premiers décaissements ont été reçus par l'ICIPE. Le Nigeria est encore en train de finaliser la signature de l'accord subsidiaire RSIF. Cette composante, pour le Nigéria, est également affectée par les retards dans l'approbation du plan d'emprunt. Dans l'ensemble, 71 (59 %) sur les 120 étudiants attendus ont été recrutés à ce jour - Bénin (10); Burkina Faso (8); Ghana (20); Nigéria (24) et Sénégal (9).

17. **Composante 3 (Facilitation du suivi et de l'évaluation au niveau national)**: Une mise mise à jour a été faite au CPP sur les diverses activités entreprises par les quatre Unités Nationales de Facilitation comme suit: **a) La Commission des Universités du Nigeria (NUC)** s'est focalisée sur l'appui aux centres pour la réalisation des activités relatives a l'entrée en vigueur du projet. Le project a maintenant été déclaré effectif au Nigéria et les centres devraient bientôt recevoir leurs décaissements. En outre, des sessions de formation ont été organisées, le site Web du projet au Nigéria a été restructuré et des missions de revue du plan de travail annuel

ont été entreprises. **b) L'Unité de Coordination du Projet (UCP) en Gambie** a soutenu la transformation de l'Institut Gambien de Formation Technique (GTTI) en l'Université Gambienne des Sciences Appliquées, de l'Ingénierie et de la Technologie. Le UCP a également travaillé sur la création de partenariats avec l'Université Kwame Nkrumah des Sciences et de la Technologie (KNUST) au Ghana ; a supervisé les progrès au niveau des RLD, et a soutenu le centre émergent CEA Impact de la Gambie, STEE, dans l'acquisition des terrains pour la construction. **c) Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRI, Burkina Faso)** a organisé des réunions nationales de revue pour vérifier l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets; a coordonné les revues internes des plans de travail et des plans de passation de marchés ; et a organisé des formations en finance et en passation de marchés, conformément aux besoins de renforcement des capacités des centres. **d) La Commission Ghanéenne de l'Enseignement Supérieur (GTEC, Ghana)** a obtenu l'approbation de son plan de travail et a commencé ses activités pour l'année. La Commission a entrepris des visites dans les neuf (9) centres du Ghana et a également organisé des ateliers de renforcement des capacités pour les centres sur des domaines thématiques clés, y compris la gestion financière et la passation de marchés.

18. **Mise à jour sur les initiatives de réseautage inter-CEA :** L'URF a appuyé les divers réseaux CEA Impact pour organiser un certain nombre de symposiums qui ont réuni des étudiants et des professeurs, pour partager leurs résultats de recherche et discuter des initiatives régionales. Au cours de la période considérée, six réseaux, par exemple DSTN, TL-SCAN, WACEENET, ADEN, REMCHAN & WANIDA et FOOD4WA, ont organisé des colloques, tandis que les réseaux restants, principalement axés sur l'agriculture, ont prévu de tenir leurs événements au mois de juin. Les réseaux non parrainés par l'IRD ont également fait des progrès dans l'élaboration de dix (10) propositions de réseaux innovateurs. Sur les dix (10), huit (8) propositions ont été retenues et seront financées par la subvention de la Banque mondiale accordée à l'URF.

19. **Mise à jour sur la vérification des DDR sélectionnés :**

(i) **ILD 2 (Impact sur le développement):** Un Groupe de travail a été constitué pour examiner la vérification de cet indicateur. Le cadre de référence pour l'évaluation de l'ILD 2 a également été élaboré et largement partagé afin de recruter un évaluateur externe qui supervisera le processus de vérification. Jusqu'à présent, cinq candidatures ont été reçues et le processus de recrutement devrait être finalisé d'ici le 30 juin 2021.

(ii) **RLD 4.3 (Amélioration de l'environnement d'enseignement et de recherche):** Les cinquante-trois (53) centres ont préparé des Plan de jalonnement qui ont été examinées et approuvées par la Banque mondiale, y compris quatre approbations conditionnelles pour les deux centres de Djibouti, le centre de la Gambie et un centre

au Togo (CERVIDA). La prochaine étape clé consiste, pour les centres, à mettre en œuvre les jalons approuvés.

- (iii) **RLD 5.3 (Entrepreneuriat et innovation) & RLD 7 (Impact institutionnel)**: La méthodologie de vérification de cet indicateur a été approuvée par l'équipe du projet et les détails et les lignes directrices seront fournis aux centres lors des sessions spéciales qui se tiendront au cours du prochain atelier régional.

20. Mise à jour sur les webinaires de renforcement des capacités : Le projet a organisé des webinaires pour renforcer les capacités dans les domaines en relation avec les ILDs, tels que l'accréditation des programmes et des institutions, et dans les domaines pour soutenir le fonctionnement des centres, par exemple le suivi et évaluation (S&E) et la communication. Au cours de la période, des webinaires ont même été organisés (7 au total) avec des intervenants de l'AUA et de la Banque mondiale, ainsi que d'autres organismes internationaux, notamment Elsevier, HCERES et QAA-UK. Les webinaires ciblaient, entre autres, les dirigeants de Centre et les agents de S&E, de communications et d'assurance qualité. Les sujets abordés comprenaient *le suivi et l'évaluation, l'accréditation institutionnelle, la communication, les publications* et la *communication scientifique*. Cinq (5) autres webinaires sont prévus en juin et juillet 2021.

21. Soutien à la mise en œuvre des CEA et aux difficultés rencontrées : Le projet a permis aux experts d'interagir avec les centres et de les soutenir dans des domaines clés. Au total, 44 réunions virtuelles ont été organisées dans tous les pays participant au projet, à l'exception de la Guinée, en raison de l'indisponibilité des experts au moment prévu. L'objectif de ces réunions était que les experts aident les centres à accélérer l'achèvement et l'approbation des plans de travail annuels et fournissent d'autres formes d'appui technique. Cinquante-trois (53) plans de travail annuels ont été examinés et approuvés au cours de la période. Les experts ont notamment indiqué que la COVID-19 avait ralenti l'avancement du projet à plusieurs niveaux, affectant les résultats et l'utilisation des fonds de RLD spécifiques. La communication en temps voulu des résultats fiduciaires (RLD 6.1) pour certains pays a également été affectée.

22. Réponse des centres à la COVID-19 . Les points forts de la contribution des centres à la lutte contre la pandémie de COVID-19 aux niveaux national, régional et continental ont été présentés. De façon générale, les contributions étaient axées sur la recherche transformatrice, les innovations technologiques et la production de matériaux et de produits sanitaires.

23. Points forts de l'impact sur le développement (prix, distinctions et collaborations). Certains centres ont reçu des prix et ont entamé des collaborations avec d'autres institutions à l'intérieur et à l'extérieur de la région. Des missions ont été confiées à d'autres centres aux niveaux national et régional, notamment l'organisation d'activités de renforcement des

capacités dans des domaines clés. De plus, certains dirigeants de centre et étudiants ont reçu une reconnaissance mondiale pour leurs recherches et pour d'autres travaux. Par exemple, le professeur Oguzie, chef de centre pour ACE-FUELS (Nigeria) a récemment été classé parmi les 2% des meilleurs scientifiques au monde dans une base de données compilée par l'Université de Stanford (États-Unis).

24. **Défis rencontrés au cours de la période:** L'URF a noté que la covid-19 a eu un impact sur les opérations des institutions hôtes des centres et a généralement ralenti la mise en œuvre du projet, en particulier en ce qui concerne le recrutement des étudiants (surtout les étudiants régionaux), les stages et la mobilité du personnel. Les processus de passation de marchés ont également été retardés, et les experts n'ont pas été en mesure d'effectuer des visites en raison des restrictions liées à la COVID-19.
25. **Partenariats:** Des mises à jour ont été fournies sur les partenariats en cours et potentiels dans le cadre du projet CEA Impact, y compris le partenariat AFD d'un montant de plusieurs millions de dollars mis en œuvre par l'IRD pour soutenir les réseaux dans quatre domaines thématiques; l'évaluation des lacunes en matière de compétences numériques afin de permettre aux étudiants d'avoir plus d'opportunités d'emploi, et la collaboration en gestion de recherche avec Elsevier. Des progrès ont également été réalisés dans le cadre du partenariat IBM, qui offre des possibilités de stage dans les laboratoires de recherche d'IBM au Kenya et en Afrique du Sud. D'autres partenariats ont été le partenariat entre le CDC africain et les centres de santé et la collaboration continue avec la Coopération allemande pour le développement (GIZ).

Communications CEA Impact

26. Au cours de la période considérée, des progrès importants ont été accomplis au niveau de la communication. L'URF a organisé avec succès une formation virtuelle pour plus de soixante (60) agents de communication des centres CEA Impact et d'équipes de gestion de site Web. Trois (3) bulletins ont également été produits et diffusés aux parties prenantes du CEA Impact. Une *stratégie de communication* a été élaborée pour guider la création d'une identité solide, promouvoir la visibilité du projet et aider à atteindre les objectifs du projet. De plus, le site Web du projet CEA Impact et les pages des médias sociaux ont été continuellement mis à jour avec des publications régulières. Les analyses de la période de mai 2020 à avril 2021 montrent qu'il y a eu: environ 519.5K Impressions de tweet; plus de 600 nouveaux abonnés; 12K visites du site Web (augmentation de 1,588.8% par rapport à la performance au cours des 6 mois précédents). Les agents de communication des centres ont régulièrement été engagés avec des échanges d'informations, le renforcement des capacités et la création de contenu. Une banque d'images avec des images accrocheuses et de haute qualité a également été mise en place. Malgré les progrès réalisés, quelques défis ont été identifiés notamment, le manque ou l'insuffisance des ressources (y compris l'équipement) au niveau du centre pour appuyer la

communication; ainsi que les compétences limitées de certains membres du personnel et donc le besoin de formation continue. Il a été demandé à la direction des centres d'aider à relever ces défis afin d'améliorer la communication dans le cadre du projet.

Résultats Mise à jour de Progrès S&E du CEA Impact (réalisé par les centres)

27. La mise à jour s'est focalisée sur les performances au cours de la période allant de janvier 2019 à novembre 2020, en mettant particulièrement l'accent sur les résultats atteints en termes des objectifs de développement du projet, du pays et des centres, les résultats des vérifications et les gains associés, et les prochaines étapes. Parmi les points forts de la performance, comprennent : 10 817 étudiants inscrits (2 828 au Doctorat; 5 476 étudiants en Master et 3 773 étudiants en formation de courte durée); 1 877 stages entrepris; 1 815 publications de recherche produites; et environ 30 millions de dollars US générés par des sources externes. Parmi les autres résultats, on peut citer 12 accréditations de programmes (2 internationales et 10 nationales) et 1 auto-évaluation en vue de l'accréditation institutionnelle. Les progrès réalisés vers l'atteinte des cibles du projet, les indicateurs les plus performants ont été : les publications de recherche (65 %), les inscriptions au doctorat (55 %); en Master (54 %); et les revenus générés (45 %). Les inscriptions en formations professionnelles de courte durée, l'accréditation des programmes et l'accréditation institutionnelle ont enregistré les performances les plus faibles avec, respectivement, 20%, 17% et 14%. Les performances dans le cadre des 1^{er} et 2^e projets CEA Impact ont montré des tendances similaires.
28. Au cours de la période, la vérification des résultats s'est portée essentiellement sur les inscriptions, l'accréditation des programmes, les revenus, les stages, la gestion fiduciaire, la sélection compétitive et ouverte des dirigeants universitaires et l'accréditation institutionnelle. L'exercice a été marqué par des données de grande qualité et des taux élevés de réponse et de vérification (91 % et 82 % respectivement), ce qui indique que les centres sont maintenant plus compétents en matière de suivi, de production de rapports et de soumission en ligne des résultats. Pour le 1^{er} CEA Impact, les gains représentent jusqu'à présent 36% du total des subventions allouées. Les performances au niveau des pays ont varié avec un maximum de 43% (Ghana) et un minimum de 22% (Guinée). Dans le cadre du 2^e CEA Impact, la performance globale est de 21% étant donné que le projet a été déclaré effectif un peu plus tard dans les pays concernés. Le Bénin a enregistré 31% tandis que le Niger, la Gambie et le Togo ont chacun enregistré 16%.
29. Les prochaines étapes clés comprenaient (i) la soumission des rapports et les vérifications qui commenceront en juin 2021; (ii) Les soumissions et la vérification des résultats de la gestion fiduciaire entre le 15 juillet 2021 et le 30 septembre 2021; (iii) Les soumissions et les vérifications des données sur les étudiants, les publications et les stages, prévus du 1^{er}

décembre 2021 au 4 janvier 2022; et iv) la vérification à la demande d'autres résultats chaque trimestre.

30. **Statut des pays en matière de décaissements et de processus** Les détails sur les taux de décaissement et d'utilisation des fonds ont montré que pour le 1^{er} CEA Impact, le décaissement était de 26% et devrait atteindre 33% d'ici fin mai 2021. Au niveau national, les taux variaient entre 31 % (Ghana) et 12 % (Djibouti). Le 2^e CEA Impact a enregistré un taux de décaissement de 5% qui devrait passer à 23% d'ici la fin du mois de mai 2021. Au niveau des pays, le décaissement maximal a été de 22% (Bénin) et le plus bas à 10% (Togo). Notamment, certains centres ont déjà gagné le maximum de fonds alloués à certains résultats liés aux décaissements (ILD), y compris les inscriptions d'étudiants, l'accréditation des programmes, les publications de recherche et les revenus générés. En ce qui concerne l'utilisation des fonds, la performance variait entre 0 % et 32 %. Les prochaines étapes comprenaient la vérification de résultats supplémentaires; le recrutement d'évaluateurs externes pour l'ILD 2; des visites d'experts; l'étude de suivi des diplômés ; l'examen à mi-parcours du projet; les réunions nationales d'examen et le 6^e atelier régional, le tout devant être mis en œuvre entre juin et novembre 2021.

Soutien de l'AFD aux activités régionales

31. L'Agence Française de Développement (AFD) soutient le projet au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Nigeria. L'AFD finance également le projet ACE Partner mis en œuvre par l'IRD, en collaboration avec l'URF. Des progrès significatifs ont été réalisés dans le cadre de cette initiative, notamment le lancement d'appels à stages pour les étudiants en Master et au Doctorat dans le cadre des programmes miniers, changement climatique, mégadonnées et COVID-19. Quatre réseaux thématiques ont été lancés, des bootcamps en ligne ont été organisés et des cours en ligne massivement ouverts (MOOCs) sont en cours de développement pour former les centres.

Discussions

32. En réponse aux préoccupations concernant les performances apparemment plus faibles du 2^e CEA Impact, la Responsable du projet a expliqué que ce dernier avait été approuvé plus tard et que le projet avait été déclaré effectif dans la plupart des pays près d'un an après les pays du 1^{er} CEA Impact. En outre, les dix-sept (17) centres nigériens n'ont pas encore reçu de décaissements car l'approbation du plan d'emprunt national du Nigeria a été retardée au niveau national. Étant donné que le Nigeria représente plus de la moitié des centres du 2^e CEA Impact (17 sur 31), cela a considérablement affecté la performance globale. Le processus d'approbation est en cours de finalisation et les centres du Nigeria devraient bientôt recevoir leurs décaissements.

33. En ce qui concerne l'accréditation des programmes internationaux ou des institutions, il a été précisé qu'il faut environ dix-huit (18) mois pour l'achever, de ce fait il est recommandé aux

centres d'entamer le processus assez tôt. Le Professeur Salifu (Membre du CPP, Ghana) a mis en garde contre le fait que la plupart des agences nationales d'accréditation ont une liste d'agences internationales reconnues, les centres devraient donc discuter avec leurs agences nationales respectives avant d'engager une agence pour entreprendre l'accréditation de programme ou d'institution.

34. Il a été demandé d'envisager d'accepter les publications de recherche indexées dans des bases de données autres que Scopus, car l'exigence actuelle limite les publications provenant de domaines spécialisés tels que les mathématiques. La question avait été soulevée lors des tables rondes nationales précédant la réunion du CPP et les participants ont été chargés de proposer d'autres bases de données et revues de recherche par domaine thématique pour examen par l'URF et la Banque mondiale. L'URF collectera et partagera les informations nécessaires avec la Banque mondiale.
35. La Responsable du projet a expliqué que bien que la Guinée ait manqué la première série de réunions d'appui à la mise en œuvre en raison de la non-disponibilité de l'expert, ce dernier a néanmoins programmé des réunions au cours du mois de juin pour fournir une assistance technique aux centres.
36. Concernant l'impact de COVID-19 sur la mise en œuvre du projet, l'URF a confirmé qu'une enquête en ligne a été réalisée et que les résultats ont permis d'ajuster les exigences de vérification dans le Manuel d'Opérations. Il a été souligné que c'était un exercice continu, et l'examen à mi-parcours du projet à venir sera une autre occasion d'examiner l'impact de la COVID-19. L'URF a assuré le CPP de son engagement à fournir des solutions et à soutenir les centres sur la base des résultats.
37. En ce qui concerne la participation à l'initiative PASET, le Bénin a indiqué qu'il avait déjà signé les accords nécessaires et a demandé que le rapport de l'URF soit révisé en conséquence. Le CPP a été informé que, *icipe*, l'unité de facilitation de l'initiative, fournira plus d'informations lors du prochain 5^e atelier régional CEA Impact.
38. Relativement aux mesures prises pour renforcer les communications dans les centres et les avantages des initiatives et des efforts de l'URF, il a été précisé que l'équipe des communications de l'AUA et de la Banque mondiale a travaillé en étroite collaboration avec les agents de communication des centres pour générer du contenu. Des séances de renforcement des capacités ont également été organisées et d'autres activités de formation sur mesure ont été programmées. De plus, l'équipe a été disponible pour examiner les produits de communication des centres. L'une des principales demandes des agents de communication était que les centres allouent des fonds spécifiques pour appuyer les activités de communication.

39. L'URF a précisé que les initiatives de partenariat étaient soit spécifiques, ciblant des domaines thématiques particuliers, soit générales, auquel cas tous les centres étaient impliqués. Seuls les centres de santé ont été invités à participer à la réunion avec le CDC du 30 mai, car elle est spécifique à cette catégorie de CEA.

Décisions/résolutions

- **L'URF compilera et partagera avec la Banque mondiale, des propositions sur des bases de données / revues de recherche autres que Scopus à considérer comme éligibles dans le cadre du projet**

Plan de travail et budget de l'AUA

40. Le budget et le plan de travail annuel pour la période allant de juin 2021 à juillet 2022, d'un coût total de 4 247 604 dollars, dont 150 000 dollars US de frais administratifs et 60 000 dollars US prévu pour les urgences, ont été présentés au CPP pour approbation. Le plan de travail couvre 6 domaines clés:

- (i) Coordination et organisation de la réunion du CPP et des ateliers régionaux;
- (ii) Suivi et Evaluation du projet et au niveau des centres ;
- (iii) Communication, publicité et partage d'information;
- (iv) Renforcement des capacités des centres;
- (v) Mise en réseau et partenariats entre les centres ; et
- (vi) Gestion de projet et soutien à la mise en œuvre.

Rapport financier et budget de l'URF

41. *Le rapport financier et le budget* de l'URF pour la période de juillet 2020 à avril 2021 ont été présentés, avec des détails sur le financement du projet et l'avancement financier pour l'ensemble du projet, ainsi que pour les 1^{er} et 2^e projets CEA Impact. Les fonds du projet au niveau de l'URF s'élèvent à 15 millions de dollars US et sont financés par la Banque mondiale dans le cadre de deux accords de financement : 1^e CEA Impact et 2^e CEA Impact. Le total des dépenses pour l'année en cours 2020/2021 s'élève à 1 292 161 dollars US. D'après les projections pour les années subséquentes, il est clair qu'il y a suffisamment de fonds pour exécuter entièrement l'ensemble du projet.

42. **Performance Financière du 1^{er} CEA Impact.** Les fonds disponibles au début de la période se chiffrent à 165 199 \$ US. Un montant supplémentaire de 1 041 842 dollars US a été reçu, soit un total de 1 207 041 dollars US. Les dépenses totales pour la période s'élevaient à 636 629 dollars US, ce qui laisse un solde de 570 412 dollars US au 30 avril 2021.

43. **Performance Financière du 2^e CEA Impact.** Le total des entrées de trésorerie au cours de la période est de 350 000 \$ US, tandis que les dépenses totales s'élèvent à 126 598 \$ US. Le solde au 30 avril 2021 s'élève à 223 402 \$US.

Discussions

44. Concernant les économies budgétaires réalisées du fait que des activités physiques n'ont pas pu être organisées en raison des restrictions liées à la COVID-19, l'URF a expliqué que ces économies ont été redistribuées sur les années restantes du projet. Il a été suggéré d'explorer la possibilité d'allouer les économies aux centres pour soutenir les activités de communication et de sensibilisation à la COVID-19. L'URF a précisé que le budget de renforcement des capacités est utilisé pour la formation (par le biais de webinaires) et aussi pour faciliter les liens entre les centres et le secteur privé. Plus précisément, le projet de réseau numérique est financé par cette dotation. Le projet vise à établir un profil bleu pour le déploiement de l'éducation numérique dans les CEA en renforçant les compétences en matière d'éducation numérique. À partir de juin 2021, l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), Suisse, soutiendra cette initiative visant à former les enseignants du CEA à la conception d'enseignement en ligne et à la production de contenu numérique.

45. Concernant le financement des activités étudiantes, l'URF a expliqué qu'il est assuré au niveau du centre.

Mise à jour sur le système numérisé de S&E

46. La mise en place du système, qui a débuté en 2018 visait à simplifier la collecte de données et à faciliter et à faire progresser l'analyse des données, est à un stade avancé. Le système est en cours d'élaboration, conjointement avec un cabinet de conseil en TIC, Bewsys Ghana. Les principales parties prenantes du système numérique sont l'URF, la Banque mondiale et Technopolis. Au cours de la période visée par le rapport, plusieurs réunions ont eu lieu avec les intervenants. Parmi les réalisations notables, on peut citer :

- Rapports satisfaisants réalisés par les centres pour 3 périodes de reporting (janvier 2019 – novembre 2019; Déc 2019 – Nov 2020 et Dec 2020 – Avril 2021)
- Soumission des plans de travail pour 2021 par les CEA via le système
- Achèvement du processus de vérification des RLD 3.1, 3.2 et 3.4 (Étudiants), 4.2 (Publications) et 5.2 (sensibilisation).

47. Les principaux délais pour les activités de test et de formation qui doivent être achevées avant le prochain atelier régional ont été indiqués comme suit:

- July, 2021 (Test de la génération de rapports par toutes les parties prenantes clés);
- juin 2021 (mise à l'essai de l'accès à la Banque mondiale);

- Du 19 au 20 juillet 2021 (séance de formation pour les centres sur la production de rapports); et
- 30 juillet 2021 (Processus de paiement et génération de lettres de vérification).

Tables rondes par pays

48. **Bénin:** Le représentant du Bénin a indiqué qu'en dépit de certains retards dans la signature de l'accord subsidiaire pour la composante PASET-RSIF, l'initiative était maintenant sur la bonne voie. Au niveau national, le contrôle est assuré par le comité national de suivi, dont l'objectif principal est de faciliter la réalisation des objectifs du projet. Les travaux d'infrastructure sont en cours et des réunions ont eu lieu au niveau du ministère pour fournir des mises à jour sur les progrès accomplis, et relever les défis. En ce qui concerne l'impact institutionnel, un agent de l'Université d'Abomey Calavi a été nommé pour diriger le processus.
49. **Burkina Faso:** L'organe national de coordination a tenu un certain nombre de réunions avec le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique pour suivre l'état d'avancement du projet, et discuter des défis et des recommandations pour la suite. En outre, la coordination nationale a organisé des séances de renforcement des capacités pour tous les centres. Les principales réalisations du projet ont été soulignées, notamment 43 doctorats, 1 300 étudiants en Master, 187 stages et 108 articles scientifiques. Les documents de gestion financière ont été dûment soumis à l'URF et à la Banque mondiale, et le pays a réalisé un décaissement de fonds important (25% au 11 mai 2021). Les défis rencontrés concernent l'accréditation internationale et régionale, le développement et le maintien de partenariats avec le secteur privé et l'indexation des publications dans Scopus. Les prochaines étapes seront axées sur l'achèvement de l'achat du logiciel de comptabilité TomPro pour tous les centres, la finalisation du recrutement d'auditeurs externes et la mise en œuvre des arrangements relatifs à l'accréditation institutionnelle internationale et régionale.
50. **Djibouti :** Le représentant du pays a exprimé sa gratitude à l'URF et à la Banque mondiale pour leur soutien continu afin d'assurer le progrès des centres à Djibouti. Beaucoup de progrès ont été réalisés depuis le dernier atelier régional. Le plan de travail annuel et le budget ont été approuvés, le personnel du projet a été renforcé et les recrutements sont terminés à 50 %. En ce qui concerne les infrastructures, tous les plans ont été approuvés et les travaux devraient bientôt commencer. Des progrès satisfaisants ont été réalisés en matière de stages et les centres se tournent vers le Comité scientifique pour l'aider à trouver des possibilités de stage auprès de l'industrie et du secteur privé. Concernant les recettes générées, les résultats ont souffert des retards dans le recrutement du comptable. Une demande de *non-objection* de la Banque mondiale est en cours, après ce recrutement, une amélioration des performances est prévue pour cet indicateur. Il y a cependant des défis liés au recrutement d'étudiants régionaux des pays voisins (Ethiopie et Somalie).

51. **Gambie:** Le ministère de l'éducation dispose d'un plan de réforme de l'éducation qui a permis de transformer l'Institut de formation technique de Gambie (GTTI) en université La Gambie a indiqué qu'une part importante de ses fonds était destinée aux infrastructures. Un terrain a été acquis et l'étude d'impact sur environnemental achevée. En outre, les exigences de préparation du projet ont été satisfaites; et les formulations de jalons ont été partiellement approuvées en attendant des examens mineurs. Il y a eu des retards et des défis en raison de la pandémie de COVID et d'autres raisons. Des accords ont été signés avec l'Université Kwame Nkrumah des Sciences et de la Technologie (KNUST, Ghana) et un autre en instance avec l'Université de Montfort (Royaume-Uni). Les discussions ont été conclues avec ce dernier et des documents ont été communiqués à la Banque mondiale sans objection.
52. **Ghana:** Beaucoup de progrès ont été réalisés au niveau du pays avec un taux de 43% des fonds décaissés avec des performances variées au niveau des centres, le plus élevé étant de 65% pour le Conseil de l'Environnement pour CoE-KEEP. L'Unité Nationale de Facilitation (UNF) a effectué des missions dans les neuf centres et a fourni un soutien direct dans le cadre d'un atelier sur la gestion financière et les achats pour tous les centres. Des progrès importants ont été réalisés, mais il y a aussi des défis à relever, y compris la gestion des étudiants régionaux. Il semble que les étudiants régionaux aient des attentes au-delà de ce que les centres sont en mesure de fournir, ce qui soulève des problèmes de crédibilité. Un rapport complet sur les missions entreprises est en cours de finalisation et sera communiqué à l'URF et à la Banque mondiale. Le représentant du pays a fait observer que le recours aux bourses pour attirer les étudiants de la région n'était pas viable à long terme et qu'il faudrait étudier d'autres stratégies.
53. **Guinée:** Le pays est à 20% de décaissement, ce qui n'est pas satisfaisant, bien qu'on note une amélioration par rapport à la performance précédente. Des équipes fiduciaires et administratives, ainsi que des dispositions réglementaires, sont maintenant en place. Deux sessions de formation ont été organisées et les documents du programme universitaire ont été soumis à l'agence nationale d'accréditation, pour validation. Le rendement des publications de recherche et des étudiants régionaux est encourageant. En ce qui concerne la passation de marches, le code national des marchés publics a été renouvelé et exige maintenant des processus centralisés, ce qui entraîne des retards. L'organisme national de supervision est opérationnel et la réponse de l'AUA aux propositions sur son leadership est attendue.
54. **Nigéria:** Le Nigéria a indiqué qu'il n'avait pas encore obtenu l'approbation des décaissements au niveau national, mais que la question était en cours de résolution et qu'il espérait recevoir des fonds pour les résultats obtenus jusqu'à présent. Malgré ce défi, les centres ont travaillé dur et ont fait des progrès significatifs, comme en témoignent les rapports de l'URF. Le représentant a fait observer que la situation avait mis en évidence la nécessité d'assurer la durabilité dès le début du projet. En tant qu'unité de mise en œuvre du projet, la Commission

des Universités Nigérianes (NUC) a fourni un appui aux centres. Le pays devrait avoir davantage d'informations à communiquer lors du prochain atelier régional.

55. **Sénégal** : Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique assure la supervision et le soutien des centres au Sénégal, en étroite collaboration avec le ministère des Finances. Un comité a été mis en place pour interagir directement avec les centres. Au cours de la période considérée, le Sénégal a participé à des tables rondes organisées par l'URF. Alors que le taux de décaissement au niveau nationaux s'élève à 33%, le deuxième taux le plus élevé dans le cadre du 1^e CEA Impact, le ministère a noté que les centres doivent travailler davantage pour améliorer leurs performances individuelles sur tous les fronts. L'inscription des étudiants régionaux est actuellement un défi, compte tenu de la dépendance à l'égard des bourses ; des efforts supplémentaires sont nécessaires en ce qui concerne les interactions avec l'industrie et d'autres acteurs du secteur. Sur une note positive, l'Agence Nationale d'Accréditation a accrédité certains programmes au CEA-MITIC et de nombreux autres programmes pour les centres sont en préparation.

56. **Côte d'Ivoire** : Trois réunions ont eu lieu pour mettre en place le Comité National de Pilotage du projet qui est présidé par le Ministre de l'Enseignement Supérieur lui-même. Des recommandations ont été formulées en vue d'améliorer les résultats des centres, dont une sur l'harmonisation des procédures comptables pour les quatre centres. Une autre réunion a été organisée par le Réseau sur les Mines, l'Energie et l'Environnement. Au plan des performances, le pays est à 27% de décaissement, les performances les plus faibles et les plus élevées étant respectivement de 11% (CEA MEM) et 34% (ENSEA). Compte tenu des résultats variables d'un centre à l'autre, la collaboration et le partage d'expériences entre les centres sont encouragés. Le pays souhaiterait obtenir des précisions sur les indicateurs d'impact sur le développement.

Prochaines étapes clés pour les projets CEA Impact:

57. Les prochaines étapes pour les projet CEA IMPACT ont été présentées:

- Émission de lettres de vérification; Vérification des résultats;
- Recrutement d'un évaluateur externe pour l'ILD 2;
- Achèvement de la plateforme MEL;
- Organisation de visites d'experts;
- Mise en œuvre du projet de Réseaux d'Education Numérique;
- Organisation d'événements de renforcement des capacités pour les CEAs;
- Supervision de l'étude de suivi des diplômés;
- Appui aux réseaux et partenariats thématiques;
- Préparation de la revue à mi-parcours du projet;
- Organisation et participation aux réunions du Comité National de Pilotage; et

- Organisation du 6^e CPP et atelier régional ,à mettre en œuvre entre juin et novembre 2021.

Mise à jour sur la revue à mi-parcours

58. La structure, les détails et le calendrier de la revue à mi-parcours ont été discutés lors des tables rondes nationales et au cours de la réunion du CPP. Essentiellement, la revue à mi-parcours portera, entre autres, sur les résultats de l'ILD, les décaissements et les taux d'utilisation des fonds. La revue comprendra également des évaluations qualitatives dans le cadre permettant d'entreprendre des missions conjointes d'appui technique d'experts à la mise en œuvre avec la Banque mondiale et l'URF. Les résultats de ces missions éclaireront la distribution des fonds non alloués aux centres les plus performants et la décision potentielle de réduire les fonds des centres les moins performants. L'un des principaux objectifs sera de veiller que d'ici la fin du projet, les fonds de chaque pays aient été entièrement décaissés et utilisés de manière adéquate.

59. La revue à mi-parcours évaluera également la pertinence continue des indicateurs liés aux décaissements, la nécessité d'amendements et la réaffectation des fonds au sein des ILDs , entre autres. L'URF et la Banque mondiale prépareront et partageront un document de revue à mi-parcours pour examen par le CPP et pour faciliter les discussions au niveau des pays.

Clôture

60. La réunion s'est terminée à 16 h 45 GMT. Le Président a remercié le CPP pour sa participation active et ses importantes contributions. Il a également félicité les équipes de l'URF et de la Banque mondiale pour la coordination réussie du projet et pour le soutien apporté aux centres.

Annexe 1: Ordre du jour de la 5^e réunion du Comité de Pilotage du Projet (CPP) CEA Impact

Cinquième Réunion du Comité de Pilotage du projet CEA Impact Plate-forme virtuelle 24 mai 2021 (10:00 – 15:30 GMT)

programme

10:00-10:15 OUVERTURE	
Allocutions de bienvenue	<ul style="list-style-type: none">• Prof. Kouami Kokou (Membre PSC pour le Togo & Président de séance)• Prof. Etienne Ehile (Secrétaire Général), AAU• Dre Marion Aubourg, Directrice Adjointe, Division de l'Education, AFD• Dr Halil Dunder, Directeur du pôle technique éducation de la Banque mondiale
10:15-11:45 MISES À JOUR GLOBALES DU CEA IMPACT	
Examen et adoption du procès-verbal de la dernière réunion et discussion sur les principales mesures à prendre	<ul style="list-style-type: none">• Prof. Kouami Kokou (Membre CPP pour le Togo & Président de séance)
État d'avancement de la mise en œuvre es premier et deuxième CEA Impact Progrès de la mise en œuvre du projet (résumé des progrès et du soutien à la mise en œuvre) <ul style="list-style-type: none">▪ Mise à jour de la vérification du projet▪ Mise à jour sur l'état d'avancement du volet du FCIS▪ État d'avancement de la Composante 3 du projet▪ Points forts de l'impact sur le développement des centres▪ Activités de réseautage▪ Partenariats▪ Activités de communication	<ul style="list-style-type: none">• Dr Sylvia Mkandawire, Responsable de projet CEA Impact• Dr Graham Harisson, membre de l'équipe de base CEA Impact, Banque mondiale• Mme Felicia Kuagbedzi, Chargée de communication, AUA• Mme Amani Osman, Consultante en communication, Banque mondiale
Mise à jour des résultats de l'avancement du suivi et évaluation des CEA <ul style="list-style-type: none">▪ PDO et résultats obtenus▪ État des décaissements▪ Mises à jour opérationnelles et POM▪ Programme calendrier de vérification de l'ILD/RLD	<ul style="list-style-type: none">• Mme Adeline Addy, responsable du S&E CEA Impact• Ms. Maud Kouadio IV, Membre Equipe de Base CEA Impact Core, Banque Mondiale
11:45-12:00 SUPPORT AFD	
État des décaissements et des processus par Pays Appui de l'AFD aux activités régionales	<ul style="list-style-type: none">• Dr Quentin Delpech – Chef d'équipe – Expert principal, Enseignement supérieur
12:00-13:00 PAUSE	

13:00-13:30 MISE À JOUR SUR LES ACTIVITÉS DE RFU	
Plan de travail de l'AUA	<ul style="list-style-type: none"> • Dr Sylvia Mkandawire, Responsable de projet CEA Impact • M. Frank Adjei, comptable CEA Impact, AUA
Rapport financier et budget de l'AUA	
13:30-14:00 MISES À JOUR SUR LE SYSTÈME NUMÉRISÉ M&E	
Progrès, leçons, prochaines étapes sur le développement et l'utilisation des plateformes MEL	<ul style="list-style-type: none"> • Ms. Nodumo Dhlamini, Directeur TIC, Comms&KM, AUA • Mme Georgina Maison, Développeur de systèmes, AUA
14:00-15:00 TOUR DE TABLE	
Table ronde sur les réactions et actions clés des pays	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du CPP
15:00-15:30 CLOTURE	
Prochaines étapes clés des premier et deuxième CEA impact	<ul style="list-style-type: none"> • Mme Himdat Bayusuf, CEA Impact TTL BM • Dr Ekua Bentil, CEA Impact TTL, Banque mondiale • Prof. Kouami Kokou (Membre CPP pour le Togo &Président de séance)
Conclusion	

Annexe 2: Prochaines Etapes Clés pour les 1^{er} et 2^{es} CEA IMPACT

No n	Activité	Chronologie	Responsable
1	Émettre une lettre de décaissement pour le Nigéria	Dès que possible	AUA/BM/Centres
2	Activités de vérification continues/régulières dans l'ensemble des ILD du projet pour les pays participant au Projet CEA Impact	Juin – novembre 2021	AUA/BANQUE MONDIALE/Centres
3	Finaliser le recrutement d'un l'évaluateur externe pour ILD 2	Juin 2021	AUA
4	Finaliser le développement de la plateforme MEL	Juin 2021	AUA
5	Planification et organisation en temps opportun de visites d'experts sur place et d'un soutien virtuel aux centres	Juillet 2021	AUA/BM
6	Mise en œuvre de réseaux d'éducation numérique	Juin – novembre 2021	AUA/BM
7	Activités de renforcement des capacités pour les centres, par exemple- par le biais de webinaires, coaching	Juin – novembre 2021	AUA/ BANQUE MONDIALE/Centres
8	Superviser la mise en œuvre de l'étude de suivi des diplômés	Juin – novembre 2021	AUA/ BANQUE MONDIALE/Centres
9	Soutenir la mise en œuvre des réseaux et partenariats thématiques CEA Impact	Juin – novembre 2021	AUA/Centres
10	Revue à mi-parcours du projet - Premier CEA Impact - Deuxième CEA Impact	- Oct . – Nov. 2021 - Fév 2022	BM
11	Réunions du Comité Pilotage National	Avant le 6 ^e atelier	Gouvernements/Centres
12	6 ^e atelier régional	À confirmer	AUA/BM